

l'honneur de la réfuter. Nous avons le bonheur de vivre sous un gouvernement qui voudrait rétablir les mœurs et ranimer l'amour de la patrie, et il est trop éclairé pour ne pas savoir qu'il n'y a ni mœurs dans les pays où il n'est pas libre aux hommes d'élever leur âme vers de grands objets, ni amour de la patrie dans une nation à qui il n'est pas permis de s'occuper de ses intérêts.

Est-ce aux gens de lettres à avoir une opinion sur ces matières? C'est à tous les citoyens, et à ceux surtout qui, comme les gens de lettres, ont une plus grande habitude de la méditation, et ne peuvent avoir d'autres intérêts que ceux du peuple.

---

## FRAGMENTS

sur la

## LIBERTÉ DE LA PRESSE.

1776.

# FRAGMENTS

sur la

## LIBERTÉ DE LA PRESSE.

---

I.

### *Principes généraux.*

Un crime est une action de laquelle il résulte nécessairement, pour un ou plusieurs autres hommes, un tort grave que celui qui a commis l'action a eu l'intention de faire.

Nous disons un tort et non un mal, parce que tort signifie un mal que l'on n'a point droit de faire, et qui blesse le droit de celui qui le reçoit. C'est là ce qui distingue un homme dur, inhumain, d'un homme injuste ou criminel.

Nous disons un tort grave, parce qu'un tort léger ne doit pas être l'objet de la législation. Nous disons un tort fait avec intention, parce que ce qui est involontaire n'est pas du ressort de la loi. Par intention, nous entendons seulement la connaissance du tort qui a dû résulter de l'action; car celui qui fait un tort, à bonne intention, est coupable.

Nous demandons que le tort résulte nécessairement, 1° parce qu'il faut qu'il puisse être prouvé qu'il existe un véritable tort; 2° pour qu'il puisse être prouvé que le tort a été fait avec intention. Cette dernière partie de la définition rentre dans les précédentes, et dans un des principes suivants.

Le crime commis donne à la société le droit, 1° d'empêcher le criminel de commettre d'autres crimes; 2° de le soumettre à la peine qu'elle a établie d'avance pour ce genre de crime. Mais la société ne peut avoir que le premier de ces droits contre ceux qui commettent un tort grave sans intention de le commettre.

Pour que la peine ait été établie avec justice, il faut, 1° que, par sa nature, le crime soit susceptible de preuves; c'est-à-dire, qu'on puisse prouver qu'un homme a commis une telle action avec l'intention de faire tort à un ou à plusieurs autres. 2° Que la peine ne s'étende pas au delà de ce qu'elle doit être pour que la crainte empêche le crime dans l'ordre général; afin qu'on ne soumette pas tous les hommes à une peine très-grave, parce qu'il y a quelques monstres pour qui cette peine serait nécessaire : ajoutons que cette nécessité est même très-douteuse. En effet, il y aurait alors de l'injustice, non envers le criminel, mais envers la société. 3° Qu'il ne résulte pas de l'instruction ou de la punition du crime un mal plus grand pour la société que celui qui aurait résulté de l'impunité du crime. 4° Que la peine soit telle-ment établie, qu'il ne résulte pas un plus grand mal pour le criminel, de la punition, qu'il n'en aurait

résulté, pour la société, de l'impunité du crime : c'est pour cela qu'un tort léger ne doit pas être l'objet des lois criminelles; le trouble que l'instruction seule porte dans la vie d'un citoyen ou dans la société, excéderait celui qui résulte de l'impunité. Cette dernière condition est, je crois, ce qu'on doit entendre par proportion entre le délit et la peine.

Nous observerons ici que le mot proportion ne doit pas avoir ici le sens rigoureux qu'il a dans les sciences exactes. Il ne doit signifier qu'une sorte d'égalité, d'analogie. Quand nous comparons le mal qui résulte du supplice, pour le criminel, à celui que le crime a fait à la société, nous n'entendons point qu'il faut multiplier l'intensité du mal fait à la société, par le nombre de ses membres, pour comparer ce produit à la douleur du supplice : ce calcul ne s'applique point aux choses morales. N'est-il pas évident que tout homme préférera un très-petit mal pour qu'un autre n'en éprouve pas un très-grand? Nous entendons seulement que la peine ne doit pas excéder le mal que l'impunité habituelle du crime causerait à un individu qui en serait la victime. Prenons le vol pour exemple. Supposez le vol impuni; la propriété n'existe plus, les hommes ne sont pas même sûrs de jouir en paix du fruit de leur travail; ils mènent une vie misérable, inquiète, exposés à des combats, s'ils veulent conserver le peu qu'ils possèdent. Ainsi, la peine du vol doit être une vie malheureuse, sans liberté, sans propriété, etc.

## II.

*Dans quel cas un écrit peut-il être un crime public ?*

Tant qu'un ouvrage reste entre les mains de son auteur, il n'est pas un crime; en effet, il n'en a résulté aucun tort. C'est donc la publication de l'ouvrage qui est le véritable délit. Ainsi, l'on ne peut poursuivre un auteur que lorsqu'il est prouvé, non-seulement qu'il est l'auteur du livre, mais qu'il est l'auteur de la publication; il faut qu'il soit prouvé qu'il a vendu ou donné son manuscrit à un imprimeur dans l'intention qu'il soit publié.

Il faut maintenant examiner dans quel cas un livre publié par l'auteur peut devenir un délit. Pour cela il faut qu'il fasse un tort, que ce tort soit la suite nécessaire de la publication, et qu'il soit fait avec intention. Or, 1° qui dit un tort, dit un mal reçu malgré soi. Ainsi, par conséquent, tout livre contre la religion, contre la morale, contre les mœurs, n'est pas un délit. En effet, quelque opinion que l'on ait sur les effets de ces livres, ceux qu'ils damneraient, qu'ils corrompraient, ne le seraient que parce qu'ils ont consenti à l'être, parce qu'ils ont mal raisonné. 2° Si ceux que ce livre a corrompus, comme on le suppose, font tort à d'autres, le crime n'en peut être imputé à l'auteur des ouvrages, puisque ce tort n'est ni nécessairement son fait, et qu'il ne peut être prouvé qu'il ait eu réellement la volonté que tel crime fût commis

parce qu'enfin le crime est nécessairement une action particulière. Un homme n'est complice du crime d'un autre que lorsqu'il lui en facilite l'exécution, ou bien lorsqu'ayant l'intention de faire commettre le crime, il se sert d'un autre comme d'instrument. Or, l'auteur d'un livre contre les mœurs ne peut être censé avoir coopéré au crime d'aucune de ces deux manières; il ne peut donc en être complice. 3° L'intention de faire le mal ne peut être prouvée lorsqu'il s'agit de ces livres qu'on appelle faits contre la religion ou la morale; car, dans ces livres, l'auteur qui attaque cette religion, la croit fautive. L'auteur qui attaque ce principe de morale, le croit inutile, et il ne croit pas que son ouvrage fasse du mal; et il suffit, pour qu'il ne soit pas établi d'instruction ni de peine pour cette action, que l'intention ne puisse être prouvée.

On sent ici qu'il n'est jamais question que d'une impossibilité morale, c'est-à-dire, qui n'a qu'un nombre d'exceptions si petit, qui demande des combinaisons si extraordinaires, que ces exceptions ne peuvent être l'objet d'une loi.

Nous avons dit que même lorsque le crime existerait, il ne doit être traité comme tel que lorsqu'il ne résulte ni de l'instruction, ni de la punition, un plus grand mal pour la société qu'il n'en peut résulter du crime même; et cette condition suffirait seule pour rendre injuste toute procédure contre les auteurs convaincus d'avoir attaqué ces principes de la religion ou de la morale établie.

En effet, on ne peut nier qu'il n'y ait des religions

fausses, reçues généralement comme vraies par de grandes nations; on ne peut nier que ces religions fausses n'aient produit beaucoup de mal. De même, si les règles générales de la morale sont les mêmes partout, il y a partout des principes de morale faux et dangereux. L'ordre dans lequel l'opinion a placé l'importance des devoirs est souvent contraire à l'ordre naturel, et c'est un plus grand mal qu'on ne croit. On a mis dans beaucoup de pays des actions indifférentes, ou même des crimes, au rang des bonnes actions; des actions licites, ou même vertueuses, au rang des crimes. Toutes ces erreurs sont funestes: c'est un devoir pour celui qui les a découvertes de chercher à éclairer ceux qui sont trompés; c'est violer les droits des hommes que de mettre des obstacles à la connaissance de la vérité sur ces objets importants, que de leur cacher les raisons pour ou contre leurs opinions: or, c'est ce qu'on ferait en soumettant à des peines les auteurs d'ouvrages contraires aux opinions reçues, parce que, de ce qu'un souverain, ou corps souverain, un peuple entier, a jugé ces opinions vraies et utiles, il ne s'ensuit pas qu'elles le soient: ils n'ont donc pas le droit d'empêcher de les combattre. Le droit qu'a chaque particulier d'examiner toute opinion, quelle qu'elle soit, ne peut être attaqué sans tyrannie; et c'est l'attaquer que d'empêcher chaque homme de dire publiquement ce qu'il pense sur cette opinion.

On peut faire, sur les ouvrages contraires à la religion reçue, une objection assez spécieuse; du moins elle a servi de prétexte, dans quelques pays,

à des hommes qui, ne voulant point passer pour croire la religion populaire, par vanité, n'osaient cependant, par corruption ou par faiblesse, résister aux prêtres, qui demandaient des lois d'intolérance. Le peuple est fanatique, disent-ils, vos disciples le seront aussi. Vous allez donc, 1° exciter le peuple contre vous, et l'ordre de la société, la paix publique, seront troublés. 2° Vos sectateurs se porteront à des excès contre un culte établi par les lois; eux-mêmes porteront atteinte à la tranquillité commune, au droit qu'a chacun de faire paisiblement des actions indifférentes, quel que soit le motif qui le porte à les faire. La première raison ne peut être sérieuse; c'est précisément comme si, au lieu d'établir des peines contre les voleurs qui dépouillent les passants dans une forêt, on proposait de défendre aux voyageurs d'y passer. Si le peuple est fanatique, établissez des peines contre les actions de fanatisme qui blesseront les droits des citoyens, et qui sont de véritables crimes.

Quant à la seconde raison, si les partisans d'une opinion contraire à l'opinion reçue troublent ceux qui ont cette opinion dans l'exercice de leurs droits, du droit qu'ils ont, par exemple, de faire une telle cérémonie, de faire un tel culte, c'est alors eux qui sont coupables; mais les auteurs des ouvrages qui inspireraient le fanatisme, ou pour, ou contre les préjugés, ne peuvent être coupables que comme complices ou instigateurs du crime de perturbateurs de la paix publique, ils peuvent être punis comme séditeux; mais non comme ayant soutenu telle ou telle opinion.

Si nous appliquons les mêmes principes aux ouvrages qui ont pour objet la politique, nous serons conduits aux mêmes résultats. En effet, tant que ces ouvrages traiteront des principes de la législation, de l'économie politique ou de la constitution, discuteront les droits des hommes ou ceux des gouvernements, les inconvénients des lois établies, les effets de la législation, des impôts ou du commerce, etc., il est aisé de voir, 1° qu'il n'en résultera point un tort involontaire pour ceux qui adopteront les opinions; 2° que les fautes que pourraient faire ceux qui agiraient suivant ces opinions, ne sont pas nécessairement le fait de l'auteur; 3° qu'il est également impossible de prouver que son intention a été de faire le mal; 4° qu'enfin, l'intérêt public exige qu'on puisse discuter les abus nuisibles; que les citoyens ont le droit de s'occuper de ces questions, et qu'on viole ce droit en défendant la publication des ouvrages où on les discute. Enfin, nous trouverons ici, comme ci-dessus, que ce n'est jamais pour telle ou telle opinion que l'auteur d'un livre est coupable, mais qu'il peut l'être comme perturbateur de la paix publique; que s'il peut mériter d'être puni, ce n'est pas comme auteur, mais comme séditieux.

Examinons donc maintenant dans quelles circonstances un auteur peut être coupable du crime de sédition; il s'en présente ici trois qu'il est nécessaire de distinguer.

I. Si le peuple s'est soulevé contre une loi établie, il est clair que tout homme qui publiera un ouvrage contre cette loi, pendant le soulèvement, est vrai-

ment coupable. En effet, 1° il fait tort, puisque la publication de son livre nuit à la paix publique. 2° Ce tort est une suite nécessaire et immédiate de la publication. 3° L'intention de faire tort est prouvée, parce qu'il est impossible de supposer l'auteur assez imbécile pour ne pas savoir qu'un livre où l'on soutient des principes qui ont servi de prétexte à une révolte, est propre à la fomenter. Le droit des citoyens n'est pas violé par la punition décernée dans ce cas, parce que, aussitôt que l'ordre serait rétabli, ils rentreraient dans leur droit d'examen et d'opinion.

II. On peut supposer qu'il n'y ait pas eu de révolte, mais que l'auteur y excite, et que l'intention d'y exciter ne soit pas équivoque. Prenons pour exemple un état aristocratique par le fait. Qu'un homme publie un ouvrage où il pose en principe que le droit de souveraineté est inaliénable, qu'il appartient aux corps des citoyens, que ces citoyens assemblés ont le droit de changer la constitution actuelle, jusqu'ici l'ouvrage n'est pas du ressort des lois; ainsi, on ne peut sévir contre l'auteur sans injustice à son égard, sans injustice à l'égard de tout le peuple, qu'on ne peut priver de la liberté de s'éclairer sur ses droits et sur ses devoirs. Si l'auteur ajoute que les membres de l'aristocratie, s'étant déclarés législateurs, ont violé les droits du peuple, les ont usurpés, sont coupables envers lui; que leur autorité, comme législateurs, n'est pas légitime, l'auteur n'est encore coupable d'aucun délit; il avance une opinion qui peut exister dans sa tête, dans celle de ses lecteurs,

sans que l'ordre soit troublé, sans qu'il en résulte aucun tort; car il pourrait même ajouter, sans se contredire : que, malgré l'illégitimité de ce pouvoir, le droit naturel, qui oblige tout homme à se guider, dans sa conduite publique, d'après l'utilité de ses concitoyens, l'oblige à respecter ce pouvoir, à vivre soumis à ces lois, en désirant qu'on les réforme; l'auteur n'est alors qu'un citoyen paisible qu'il ne faudrait point punir, quand bien même il se serait grossièrement trompé : mais s'il dit que tout homme a droit de résister à l'exercice de ce pouvoir qu'il suppose illégitime, d'opposer sa force à la force du gouvernement, dès lors le livre de cet auteur devient du ressort des lois. Supposons maintenant que la publication de ce livre soit suivie d'une sédition, et qu'il soit prouvé que le livre a contribué à l'exciter; l'auteur est séditieux, et peut être puni comme tel.

III. Si l'auteur d'un livre excite à une révolte prochaine un pays particulier, et que la sédition ait lieu, alors l'auteur est coupable; il n'est pas même besoin qu'il soit prouvé que l'ouvrage y a contribué. En effet, dans ce cas, le délit existe, le tort est fait, l'auteur du livre y a contribué, autant qu'il le pouvait, comme tel.

Si la sédition n'a pas lieu, le crime n'est pas consommé; il n'est pas commis sans succès; et c'est le cas d'un crime entrepris et manqué.

IV. Il y a une autre espèce d'ouvrages séditieux, dont il n'est pas superflu de parler ici avec quelque détail : ce sont les ouvrages fanatiques. On peut les

distinguer en deux classes. Ceux où les auteurs prêchent l'intolérance, s'ils se bornent à soutenir que les législateurs légitimes ont le droit de persécuter, que c'est même leur devoir; ces auteurs ne doivent être punis que par le mépris et l'exécration publique. Que ce soit hypocrisie ou enthousiasme, ce sont des scélérats ou des fous; mais ils n'ont commis aucun crime dans l'ordre de la loi. Mais si, par leurs écrits séditieux, ils exhortent le peuple même à se faire justice, alors ils tombent dans le cas des auteurs séditieux : dans le premier cas même, il ne sont innocents que dans un gouvernement tranquille; et de tels ouvrages, publiés dans un temps de troubles, peuvent, comme les autres livres, capables d'exciter la sédition, devenir du ressort des lois; l'innocence de leurs intentions ne peut même être alléguée comme excuse. En effet, il est évident qu'ils ont eu l'intention de publier un ouvrage qui pouvait entretenir le trouble : ils se sont donc rendus coupables d'avoir contribué à exciter ce trouble.

Les ouvrages du second genre sont ceux où des fanatiques excitent à la révolte, soutiennent que tout particulier a le droit de tuer un prince excommunié, ou hérétique, ou persécuteur. Ces assertions rentrent dans le crime de sédition, et ce crime peut changer de nature, suivant qu'il est commis dans des temps tranquilles ou dans des temps de troubles.

Ces considérations nous conduisent à examiner deux questions : la première, relative aux crimes qui ne sont point consommés; la seconde, relative aux lois

faites pour les délits qui, ayant été de vrais délits dans un temps, cessent de l'être en changeant de nature.

Nous avons vu que le crime donnait à la société un double droit : le premier, d'empêcher le criminel qui a mérité de perdre la confiance de la société, de commettre un nouveau crime; le second, de le soumettre à la peine que la loi a établie pour détourner du crime; et c'est relativement à ces droits de la société qu'il importe de distinguer ici le crime commencé, le crime entrepris et manqué, le crime consommé sans succès.

J'entends par crime commencé, celui dont on a commencé l'exécution : par exemple, un homme qui s'est caché dans une maison avec de fausses clefs, ou des instruments pour ouvrir les coffres; dans ce cas, le crime est commencé : mais comme cet homme pouvait se retirer sans avoir commis le crime, retenu par les remords, par la crainte du châtement, ou par celle de manquer son coup, etc., je le distingue du crime manqué, c'est-à-dire, du crime qui aurait certainement été accompli, si une force étrangère n'en eût empêché le coupable. Par exemple, le crime de ce voleur est un crime manqué, s'il est surpris ayant déjà forcé le coffre. Le crime manqué doit encore être séparé du crime consommé sans succès, comme celui d'un homme qui, après avoir volé, surpris par celui qu'il a volé, est dépouillé de son vol, ou celui d'un assassin dont le coup n'a point porté, ou n'a fait qu'une blessure légère.

Le crime commencé ne doit pas être traité comme

le crime manqué, 1<sup>o</sup> parce qu'il n'est pas possible de prouver que l'intention de le commettre eût été continuée jusqu'à l'exécution; 2<sup>o</sup> parce qu'il est de l'intérêt de la société que le coupable ait toujours un motif de ne pas achever le crime. Nous croyons que le crime commencé ne donne le droit que de prendre des précautions contre celui qui est convaincu; c'est un ennemi qui a fait contre elle des préparatifs de guerre; mais nous croyons que le crime manqué doit entraîner la perte de tous les droits; c'est un ennemi qui a déclaré la guerre, quoiqu'il ne l'ait pas faite. Dans ce cas, si la mort est nécessaire au salut public, nous la croyons même légitime, au lieu que dans le crime commencé, nous croyons qu'elle ne peut l'être. Quant au crime consommé sans succès, la société est en droit de le punir comme celui qui a réussi, à moins que des considérations tirées de ses intérêts, mais non des droits du coupable, n'engagent à mettre une différence dans la peine.

Dans le genre de délit que nous considérons ici, le livre qui excite à la sédition, à la révolte, doit être regardé, ou comme un crime commencé, ou comme un crime manqué; comme un crime commencé, si son effet est, en général, d'exciter à la sédition, à la révolte, pour un objet général; car l'auteur pourrait encore alors, s'il se repentait de sa témérité, renoncer, modifier ses principes dans leurs applications particulières; comme un crime entrepris et manqué, s'il a excité à une sédition actuelle pour objet déterminé.

En effet, un homme qui, dans un temps paisible,

fait un livre séditieux , mais dont les maximes ne sont appliquées par lui à aucune société , à aucun temps en particulier , n'a fait que commencer le crime ; peut-être eût-il supprimé son livre dans un temps de trouble ; peut-être n'eût-il pas été jusqu'à faire l'application de ses maximes au lieu , au temps où il vit. Mais si ce même livre excite à une révolte particulière , et qu'elle n'ait pas lieu , c'est le cas du crime manqué , parce que c'est évidemment malgré lui qu'il n'a pas été consommé.

Nous avons parlé d'actions qui devaient être regardées comme ayant changé de nature , selon qu'elles étaient commises dans des temps tranquilles ou dans des temps de trouble. Telles sont plusieurs actions proscrites avec sévérité pendant la guerre , dans une ville assiégée ou menacée d'un siège , dans l'étendue d'un camp , etc. , et qui , cependant , sont en elles-mêmes des actions indifférentes , qu'il serait tyrannique de défendre , si des circonstances extraordinaires ne leur donnaient une influence qu'elles n'ont pas dans l'ordre ordinaire. Mais ces actions ne peuvent être légitimement punies qu'en vertu d'une loi faite avant le délit , et qui ait fixé la peine de ces crimes. Il faut , si cela est possible que la loi marque les circonstances précises , où ces actions seront criminelles et punies ; et si cette précision n'est pas possible dans la loi même , il est nécessaire qu'une publication nouvelle avertisse que la nation est dans la circonstance où la loi est en vigueur ; et la loi ne doit être remise en activité qu'en vertu de cette nouvelle publication qui fixe pour un

temps , plus ou moins long , le terme où cette loi sera exécutée.

Mais il ne faut pas croire que , même dans ce cas , la société ait le droit de défendre arbitrairement telle ou telle action , de la placer au rang des crimes ; elle ne peut avoir ce droit que pour les actions qui , restées libres , amèneraient nécessairement , ou un tort grave ou un danger imminent.

C'est ainsi que le chancelier de l'Hôpital a défendu comme un crime le bris des images , action mauvaise en elle-même , parce qu'aucun homme n'a le droit de briser un meuble qui ne lui appartient point , sous prétexte que ce meuble peut être , à un autre , une occasion de crime ; mais le bris des images , pour tous , ne serait , dans l'ordre de la justice ordinaire , qu'une de ces actions qui obligent seulement à la réparation du dommage.

C'est ainsi que la reine Élisabeth put , sans tyrannie , défendre , pour un temps , de prêcher sans une permission écrite de sa main. L'action de prêcher est indifférente. Tout homme a droit de prêcher ceux qui veulent l'écouter ; tout homme a le droit de se faire prêcher par qui il veut. Mais cette liberté pouvant exciter des troubles , Élisabeth avait le droit , sans injustice , de faire cesser cette loi pour un espace de temps déterminé. L'Hôpital , tout éclairé qu'il était , ne sentit pas cette distinction ; et cette loi contre le bris des images a servi de prétexte , en 1766 , à un acte de fanatisme qui aurait déshonoré la France aux yeux de l'Europe , si l'indignation des gens éclairés et l'horreur publique n'avaient montré qu'elle n'était pas

l'ouvrage de la nation, mais le crime de quelques hommes indignes de leur pays et de leur siècle.

C'est encore ainsi que François I<sup>er</sup> défendit aux théologiens d'imprimer sans sa permission. Il est clair qu'un théologien a le droit de raisonner comme un autre homme, que la société ne doit pas plus priver les particuliers de livres sur la théologie, que de livres sur les tours de gobelets. Mais les théologiens par leurs ouvrages avaient troublé la paix publique; et dès lors on pouvait légitimement leur ordonner de se taire. Louis XV a renouvelé la même défense. Il eût mieux valu, sans doute, laisser une liberté entière d'écrire pour et contre : on a pu avoir une mauvaise politique; mais la loi n'était pas injuste en elle-même, elle ne l'était que faute d'avoir fixé un terme à la défense.

Nous avons montré dans quelles circonstances il pouvait résulter d'un livre un crime de sédition commencé, entrepris et manqué, ou un véritable crime; nous avons vu que le premier donnait seulement à la société le droit de prendre des précautions contre celui qui en était convaincu, que les deux autres ne devaient être passibles que de différents degrés de peine. Mais on dira, sans doute, que toute loi pénale, quelle qu'elle puisse être, ne peut avoir pour objet qu'une action précise et déterminée, et que l'action d'exciter à la sédition par des écrits publics n'est pas susceptible de cette détermination précise, qui seule peut rendre une loi légitime. Cette difficulté n'est pas insoluble.

Si, par exemple, on disait que tout ouvrage qui

renferme évidemment une déclaration claire et directe que des particuliers, une association particulière, un corps, ont et doivent user du droit d'opposer la force à la puissance publique et de troubler la paix, sera réputé séditieux, une telle énonciation ne laisserait aucun lieu à des interprétations tyranniques.

A la vérité, si les amis de la liberté sont contents de cette solution, les autres pourront dire qu'il n'arriverait presque jamais de se trouver dans le cas de la loi et qu'il serait facile de l'é luder. Nous en conviendrons sans peine; mais nous observerons que la loi, au lieu de punir le crime, aurait l'avantage plus grand de le prévenir; que les moyens employés pour l'é luder seraient tels, que le livre ne pourrait plus être censé avoir contribué nécessairement et directement à la sédition.

Au reste, ce ne serait pas ici le seul genre d'actions pour lesquelles un des moyens les plus sûrs de rendre les véritables crimes très-rares, consisterait à ne plus les confondre avec des actions du même genre, qui ne sont pas des crimes. Par exemple, ce n'est pas un crime suivant la loi que de frauder par adresse un monopole, un privilège exclusif; c'en est un de le violer par la force, à main armée; eh bien! rien ne serait plus rare que la contrebande faite à main armée, si elle était la seule que la loi mit au rang des crimes.

## III.

*Dans quel cas un livre peut-il être un délit particulier ?*

Jusqu'ici, nous n'avons parlé que du tort que des livres peuvent faire à la société en général; parlons du tort qu'ils peuvent faire à de simples particuliers, ou à des citoyens comme membres du gouvernement, enfin, à des corps.

Dans ce cas, le délit peut se diviser en calomnie, en diffamation, en injure.

Il n'est pas ici question de la calomnie proprement dite, qui est l'accusation ou la dénonciation fautive d'un délit : la calomnie dont il s'agit ici, est l'imputation fautive d'une action telle, que celui qui en serait convaincu ou cru coupable en éprouverait un mal réel. Il y en a deux espèces : ou le fait dont on accuse est un délit qui serait puni par les lois, ou c'est une action qui entraînerait seulement la perte de l'estime publique.

Dans le premier cas, outre le déshonneur auquel les hommes honnêtes seraient exposés, si la calomnie restait impunie, ils le sont encore au risque de subir une instruction qui peut exposer un innocent à une condamnation non méritée. Cette considération doit entrer dans le degré de la peine, la rendre plus grande que s'il s'agissait de l'imputation d'un fait dont les suites n'exposent qu'au déshonneur. Mais on voit ici que plus l'instruction est prompte, moins elle est douloureuse pour les

accusés; plus enfin la loi a pris de précaution pour mettre l'accusé en sûreté, moins aussi elle doit établir de différence entre la peine que méritent ces deux espèces de calomnies.

On peut demander si, pour subir la peine infligée au calomniateur, il faut que le fait imputé soit prouvé faux, ou s'il suffit que celui qui l'a imputé n'en ait pu prouver la vérité? Il est clair qu'il est nécessaire, pour qu'il y ait vraiment calomnie, que celui qui accuse ait cru le fait faux; mais l'on sent qu'il ne saurait être question d'une croyance aveugle, que tout le monde peut feindre d'avoir eue d'un fait faux. Il est nécessaire que l'accusé dise sur quels indices il a pu croire ce fait; alors, il ne sera plus coupable de calomnie, il le sera de diffamation.

La diffamation est l'accusation, ou d'un fait faux, mais cru vrai, ou d'un fait dont la vérité n'a pu être prouvée, ou même celle d'un fait prouvé. Dans les deux premiers cas, si le fait imputé est un délit, celui qui accuse est coupable : il a fait à un autre un véritable tort; il a exposé sa sûreté; il lui a fait un mal qu'il n'était pas permis de lui faire : la loi, dans tout pays, ouvrant à chaque citoyen les moyens de dénoncer à la force publique les délits qu'il croit avoir été commis, toute autre voie d'accusation peut être regardée comme un délit; si le fait imputé n'est pas un délit, mais une action déshonorante, alors, le tort a encore été fait, et la diffamation est un délit. Dans le cas où l'accusation est la révélation d'un fait prouvé, il n'y a délit que, 1° lorsque ce fait n'est pas une action contre laquelle la loi a prononcé une

peine; 2° que lorsque la preuve du fait exigerait une instruction que la loi réproouve : en effet, la diffamation retombe alors dans le cas de l'imputation d'un fait non prouvé, puisque la loi n'en admet pas la preuve. Nous considérerons, ci-dessous, ces délits par rapport aux peines et à l'intérêt de la société; ici, nous n'envisageons que leur nature, et les droits de la société sur les individus.

L'injure est la qualification donnée à un homme du titre qu'il mériterait, s'il avait commis telle ou telle action. Vous dites qu'un homme a commis un tel vol, c'est, ou diffamation ou calomnie; vous dites qu'il est un voleur, c'est injure: ici, le délit est moins grand. En effet, la diffamation, la calomnie exposent un homme, ou à une instruction toujours très-fâcheuse et périlleuse, même pour l'innocence, ou au déshonneur. Si ce délit était impuni, un homme honnête, exposé à ces imputations qu'il ignorerait, serait déshonoré auprès des gens sensés, trompés par des faits qui sont allégués avec audace. Dans l'injure, au contraire, il n'y a point de poursuite à craindre pour une accusation vague; 2° on ne court pas même le risque d'un véritable déshonneur. Cependant, on éprouve un tort, on perd sa tranquillité, on est exposé à perdre la confiance, l'estime des autres, qui sont de véritables biens.

L'injure est donc un délit; mais l'instruction contre celui qui s'en est rendu coupable doit être différente de celle qui s'exerce contre la diffamation et la calomnie. Il faut d'abord que l'accusé dise sur quels

faits il a établi la qualification injurieuse; s'il n'en allègue pas, ou s'il en allègue qui ne méritent pas cette qualification, il est coupable d'injure; s'il en allègue d'assez graves, il peut ou être innocent, ou se rendre coupable de diffamation ou de calomnie. Le cas où l'homme accusé d'injures citerait des faits, mais jugés insuffisants en les admettant vrais, demande quelque explication. D'abord, s'il est question de faits pour lesquels la loi impose une peine, il est clair que le défaut de faits suffisants le rend coupable d'injure.

En effet, les délits sont déterminés, et on ne peut supposer une erreur de bonne foi.

Dans les autres cas, peut-être serait-il plus juste de ne pas admettre l'allégation des faits qui pourraient servir à prouver la légitimité de l'injure, pourvu que l'on se bornât, pour toute peine, à des dommages et intérêts pécuniaires fixés par une loi. Nous ne parlons pas des réparations en usage dans certains pays; formules qui ne réparent rien, et qui ont, de plus, l'inconvénient de prescrire un mensonge à celui que l'on veut forcer à les prononcer.

Nous ne croyons pas ici blesser les droits de la liberté naturelle, qui doit laisser à chaque homme le droit de dire ce qu'il croit vrai.

Donner à une telle action, à une telle conduite, les qualifications qu'on croit qu'elle mérite, c'est sans doute user de sa liberté naturelle; mais les droits de cette liberté ne vont pas plus loin. *Tel homme a commis un vol*, peut être une vérité de fait, utile à dire. *Tel homme est un voleur*, ne mérite

pas le nom de vérité, excepté comme conséquence de la proposition précédente. Ce n'est pas non plus violer les droits naturels, que de regarder comme diffamation l'imputation de telle action qui n'est pas un délit, mais dont la loi n'admet pas la preuve. Je ne viole, en effet, aucun des droits naturels de l'homme, en faisant cette imputation, mais je viole ceux de la tranquillité publique, sur un point touchant lequel la volonté commune peut exiger raisonnablement qu'elle soit respectée.

## IV.

*Des circonstances où un livre peut être un délit à l'égard d'une PERSONNE PUBLIQUE.*

Tout homme a droit d'examiner la conduite de toute personne publique, puisqu'il a un intérêt dans cette conduite, puisque la personne publique n'a d'autorité que pour le bien des citoyens. Non-seulement chaque citoyen a droit d'examen sur la conduite publique des gens en place, mais la société a le droit d'être éclairée par chacun de ses membres.

Ainsi, la calomnie contre toute personne publique est un crime; mais dans les choses qui n'intéressent que la conduite publique, la diffamation n'a pas le même caractère, c'est-à-dire que tout citoyen doit être admis à la preuve, et que, pour qu'il soit puni, il ne suffit pas que les faits allégués manquent de preuves; il ne suffit pas qu'ils soient prouvés faux, il est indispensable qu'ils soient calomnieux, c'est-à-

dire que l'accusateur n'ait pu les croire vrais. En effet, tout citoyen a le droit de vivre en paix dans sa condition privée, et c'est aller contre ce droit que d'exposer sa tranquillité, sa réputation, par une diffamation; mais l'homme public n'a que le droit de ne pas être calomnié; ce n'est pas pour lui qu'il agit, c'est pour le peuple. Il faut observer aussi que toutes leurs fautes volontaires comme hommes publics, sont du ressort des lois, et que toutes leurs fautes involontaires, leurs erreurs, leur doivent être imputées; que tout citoyen est en droit de les leur reprocher, et d'en avertir la nation. Un homme qui regarde jouer n'a pas le droit de censurer la conduite d'un joueur; mais il l'a, du moment que c'est son argent que risque le joueur. Ainsi, non-seulement le législateur ne peut sans injustice, sans violer le droit de chaque citoyen en particulier et de la société en général, ériger en crime les imputations adressées à un homme en place, lorsqu'il n'est pas prouvé qu'elles sont calomnieuses, mais tout homme public qui se venge dans ce cas, est coupable de tyrannie envers le particulier qu'il attaque, coupable d'oppression envers la société même. Le droit qu'ont les citoyens de juger la conduite des gens en place, non dans le secret, non dans la conversation, mais dans des ouvrages imprimés, publiés, est une des sauvegardes les plus sûres pour défendre les peuples de l'oppression, pour préserver les rois de la trahison, et des malheurs où les erreurs et les faiblesses de leurs ministres peuvent les entraîner. D'ailleurs, quand même l'action de celui qui a accusé

un homme public, lui aurait fait un tort véritable, pour que la loi puisse punir le crime, il faut, comme nous l'avons dit, que la punition ne soit pas plus nuisible à la société que l'impunité; or, où serait la suite fâcheuse quand l'homme public se trouverait dans l'obligation de se laver d'imputations fausses, dans le cas seulement où il aurait mis dans des fonctions toujours dirigées par les lois, et publiques de leur nature, assez de légèreté pour être accusé sans qu'il y eût calomnie? Et quel inconvénient n'y a-t-il pas à faire courir tous les risques au plus faible contre le plus fort; à rendre dangereuse toute réclamation publique des particuliers contre l'injustice?

Quant à l'injure, lorsqu'elle porte sur la conduite publique, l'auteur qui l'a prononcée doit être tenu d'alléguer le fait, sinon il est coupable. En effet, chaque citoyen a le droit de juger la conduite publique des employés de la nation; mais personne n'a le droit de troubler leur repos, de leur enlever l'estime publique par des imputations vagues; ce serait nuire à la société que d'ébranler par de telles imputations une juste confiance. Si celui qui est accusé d'injure allègue des faits non calomnieux, mais faux, il n'y a point de délit, puisque nous avons vu que ce que l'on appelle diffamation n'est pas un délit. Nous étendons même cette opinion au cas où les faits allégués seraient censés insuffisants pour mériter la qualification donnée par l'auteur de l'injure, pourvu que ces faits allégués soient répréhensibles en eux-mêmes, et du genre des actions qui peuvent mériter la qualification d'*injure*.

Ce que nous disons ici des gens en place s'étend aux auteurs eux-mêmes. Un auteur est un homme qui, en cette qualité, a soumis ses opinions au jugement du public. Il n'a, comme l'homme en place, le droit de se plaindre que lorsqu'il est calomnié, ou lorsque l'injure n'est point appuyée sur des faits, ou l'est sur des faits insuffisants, dans le sens que nous venons de l'expliquer.

La partie est absolument égale. Il doit être permis à un citoyen de trouver que les opinions de tel auteur sont hérétiques, impies, dangereuses pour la tranquillité publique, comme il doit lui être permis de trouver telle opération d'un ministre funeste à la patrie.

Mais s'il flétrit l'auteur ou le ministre d'une qualification punissable par les lois, tandis qu'il ne cite que des faits qui, étant prouvés, ne méritent point cette qualification, il doit être regardé comme coupable d'injure. Il est inutile d'appuyer sur la raison de cette différence, elle est la conséquence de ce que nous avons dit.

La différence entre un homme en place et un auteur, entre un homme qui remplit une fonction publique et un homme dont les actions sont particulières, résulte du droit qu'a chaque citoyen de juger les actions de l'homme public; du droit qu'a la société de recevoir sur ces actions les avis de chaque homme; et comme l'erreur ne doit pas être imputée à un homme qui se sert de son droit, il ne peut y avoir de crime, ni par conséquent d'action contre lui, que lorsqu'il est prouvé que ce n'est pas seulement une erreur qu'il a commise: c'est ce

qui arrive ici. Un homme dit, par exemple, qu'une loi est contraire au bien public; il se trompe : il n'est pas coupable. Il ajoute que l'auteur de cette loi est un traître; il peut être coupable d'injure, parce qu'il ne peut ignorer qu'on peut faire une mauvaise loi sans être un traître, et que l'alléguer sans preuve, c'est ne rien alléguer. De même, on accuse un auteur d'avoir fait un ouvrage dont les principes tendent à rompre tous les liens entre les hommes; on peut se tromper. On ajoute qu'il est un séditionnaire : on peut être coupable d'injure, parce qu'on doit savoir que, pour être séditionnaire, il ne suffit pas d'avancer des maximes dont les conséquences mal déduites, ou une application mal entendue, pourraient conduire à la sédition. On n'a donc réellement rien allégué pour soutenir l'injure.

## V.

*Comment un livre peut être un délit à l'égard d'un corps.*

Si maintenant nous passons aux corps qui composent un État, nous trouverons que, puisque l'on ne peut ôter à chaque citoyen la liberté de dire son avis, même sur la constitution de l'État, on peut encore moins lui ôter le droit de l'exprimer sur les corps constitués, sur leurs abus, leur esprit, leurs préjugés, l'intérêt qui les anime, les vues d'ambition qu'ils peuvent avoir. Les bornes de la liberté doivent être ici celles que nous lui avons prescrites.

Il résulte de cette observation, qu'il ne peut y avoir de crime, de calomnie, de diffamation, ni d'injure,

par rapport à ces corps, qu'à raison d'actes particuliers; et même il faut que, touchant ces actes particuliers, ce soit, non le droit de les faire, non les motifs généraux d'agir, mais une prévarication particulière qui devienne l'objet du reproche; il faut dans ce cas, comme dans celui d'un homme public, ou que le fait reproché soit calomnieux ou que la qualification donnée à ce fait et qui est injurieuse, soit donnée de mauvaise foi, c'est-à-dire, que l'intention de faire tort soit marquée. Quant à l'injure, ce que nous avons dit d'un homme public s'applique ici sans difficulté : elle a lieu dans les mêmes circonstances, mais pour la conduite de ces corps dans des actions particulières.

Nous observerons maintenant que nous avons défini le crime, *un tort grave*. Un corps dont toutes les actions sont publiques et assujetties à des formes, ne doit que bien difficilement éprouver un tort grave par une accusation calomnieuse, qu'il peut démentir à l'instant, s'il ne la méprise pas. D'ailleurs un corps n'étant point sensible, n'a vraiment de droits qu'autant qu'en ont des particuliers, et le déshonneur qui résulte d'une imputation contre un corps, devient presque nul pour chacun de ses membres; il n'y aura donc pas de tort grave envers un corps, ainsi point de crime.

D'ailleurs la punition de ces crimes aurait des suites bien plus fâcheuses que leur impunité, et cela suffit pour que la loi ne doive pas les punir (1). Il

(1) En France, les cours souveraines, celles même qui, comme

u'y aura donc de délit contre un corps que comme contre la société, c'est-à-dire, lorsqu'il y aura trouble de l'ordre public.

les cours des aides, etc., n'ont pas justice d'attribution, se croient en droit de poursuivre criminellement les auteurs des ouvrages où leurs privilèges sont attaqués. C'est évidemment se rendre juge dans sa propre cause. Il est étonnant que le législateur souffre cet abus injuste, qui a de plus, la conséquence funeste d'empêcher des hommes éclairés de dévoiler les vices qui peuvent exister dans les constitutions des corps; de signaler le danger de leurs prétentions, les maux que peuvent causer l'emploi ou l'abus de leur pouvoir; de soumettre à l'examen de la nation les principes de droit public contraires à ses droits, ou à ses intérêts, qui peuvent être adoptés par ces corps. Nous avons vu avec surprise le magistrat vertueux (1) qui présidait la cour des aides en 1762, employer l'un des talents les plus rares qui aient illustré l'éloquence française à défendre cet usage. Ah! qu'il l'eût employé plus noblement, s'il eût fait sentir à ses confrères combien ce droit, contraire aux principes les plus simples de la raison et du droit naturel, est inutile, nuisible même à des corps qui, devant toute leur force à l'opinion qu'a le public de leur patriotisme et de leur justice, doivent sentir que ce n'est pas en décrétant, en parlant d'envoyer aux galères ceux qui osent révoquer en doute leur vertu, qu'ils parviendront à persuader qu'ils en ont! Si quelqu'un pouvait douter de principes aussi clairs que celui que nous développons ici, il suffirait de lire le détail de cette affaire de Messieurs de Varenne, imprimé dans l'ouvrage intitulé: *Mémoire pour servir au droit public de France*, matières d'imposition, chap. XIV. On y verrait deux corps s'unir contre un particulier, rendre inutile tous les efforts de l'autorité essayant de leur arracher une victime, ne laisser à celle-ci que la ressource humiliante pour le gouvernement comme pour lui, des lettres de grâce; obtenir ensuite de l'autorité que le particulier fût

(1) Malherbes.

Nous finirons par deux réflexions : la première, que dans ce dernier article nous n'entendons par *corps*, que des corps puissants. En effet, la calomnie, la diffamation dans un libelle imprimé est publique, éclatante; elle n'est donc sans effet que pour des corps puissants et nombreux; il n'est dangereux de la punir que quand ces corps sont eux-mêmes redoutables. Ainsi, la loi peut admettre la plainte et la calomnie en injure contre des corps peu considérables, et il faut qu'elle déclare précisément quels corps doivent être assez importants pour être exclus de ce droit.

La seconde, que la société doit à un corps attaqué, à ses membres, aux citoyens même, la vérification de toute imputation grave; ainsi, dans ce cas comme dans ceux d'une inculpation contre un homme public, on peut, à sa demande, à celle d'un corps, à la demande de celui qui est chargé de la vengeance de la société, réclamer la vérification des faits et rendre la justification publique. L'on sent que cette

privé de sa place, et se féliciter en cérémonie de leur victoire. On verrait combien il sera nécessaire de détruire cet usage, si l'on veut que la science de la législation ou de l'administration fasse quelque progrès.

Au reste, ce même ouvrage contient une anecdote fautive. Ce n'est pas à M. de Varenne qu'un magistrat philosophe a pu dire: « Le roi vous a remis la peine, le crime vous reste. » Le crime serait d'avoir osé dire, qu'une cour souveraine n'est ni infailible, ni impeccable, et d'avoir prévu qu'un édit enregistré resterait sans exécution. Il est plus vraisemblable que ces paroles ont été prononcées à l'enregistrement de quelque lettre de grâce, accordée à un soldat de la ferme, convaincu d'avoir tué, par excès de zèle, quelque contrebandier désarmé.

justification publique et l'opprobre qu'elle répandrait sur l'accusateur injuste, est déjà une peine au moins suffisante pour prévenir le délit.

Elle le deviendrait surtout dans un pays où il n'y aurait d'autre déshonneur que celui d'être convaincu d'un fait coupable. Ce qu'on appelle en France, peines infamantes, est une puérité indigne d'une nation éclairée. On me déclare atteint et convaincu de tel fait : c'est à l'opinion à prononcer sur ce que je mérite d'honneur ou de reproches. Non ! la cour vous condamne à une amende ou à une amône : l'une est infamante au civil, et l'autre au criminel. Mais quel rapport y a-t-il entre l'honneur et cette somme d'argent ? On ajoutera que c'est une manière ingénieuse, par laquelle nous déclarons que nous regardons une action comme honteuse, sans cependant la déclarer infâme, comme lorsque nous prononçons le blâme. Vous prétendez donc avoir le droit de juger sur le mérite des actions, sur ce que l'opinion doit prononcer ; cette prétention est absurde. Si vous blâmez pour une friponnerie, vous n'apprenez rien au public ; il n'a pas besoin de votre avis pour savoir ce qu'il doit en penser. Si vous blâmez pour une action qu'il juge honnête, croyez-vous que votre avis le fera changer d'opinion ? Cette fureur de commander à la pensée a été atroce autrefois ; elle n'est presque plus aujourd'hui que ridicule, et il serait temps d'y renoncer.

## VI.

*Des délits commis par les livres, considérés dans les principes de la politique, ou examen de cette question : Les gouvernements ont-ils intérêt d'établir des peines, contre les auteurs dans les cas que nous avons exposés ?*

Jusqu'ici nous n'avons considéré que les principes de justice, les droits des hommes, ceux des sociétés. Maintenant nous allons suivre une marche différente, et examiner si un gouvernement, convaincu que certains ouvrages peuvent répandre des principes de politique ou de religion contraires à ses intérêts, doit faire des lois pénales contre les auteurs de ces livres, s'en tenir à des précautions de police, ou laisser la liberté.

Nous observons 1<sup>o</sup> que la persécution, augmente la célébrité d'un auteur et son autorité ; qu'elle augmente également celle d'un ouvrage, le fait connaître à des gens qui n'en auraient pas entendu parler, le fait lire à des hommes qui ne l'auraient pas ouvert.

Que si un livre est dangereux, ce n'est point à ceux qui ont leurs opinions arrêtées ou qui lisent pour s'éclairer, mais à ceux qui reçoivent les opinions des livres qu'ils lisent ; à ceux, précisément, qui ne connaissent que les livres qui font du bruit ; qu'enfin, si, pour quelques hommes, il y a de la différence entre lire une opinion, ou la voir soutenue du développement de ses preuves, il n'y en aucune

pour les autres, et que leur dire : Voilà quelles sont les opinions d'un homme célèbre, courageux, respecté, c'est autant que les leur prouver. Or, c'est précisément ce qu'on fait, en soumettant à une instruction criminelle l'auteur d'un ouvrage. Lorsque la critique de l'Histoire du Calvinisme de *Maimbourg* parut (1), l'auteur critiqué se vit couvert de ridicule. Il voulut faire brûler l'ouvrage auquel il ne pouvait répondre. Le lieutenant de police la Reynie ne servait pas sa haine avec assez de vivacité. *Maimbourg* fit tant de bruit, que Louis XIV, qui mêlait trop souvent les intérêts des jésuites avec ceux de la doctrine catholique, et les intérêts de cette doctrine avec ceux de ses États, ordonna à la Reynie de juger. Celui-ci, piqué, tendit un piège à *Maimbourg* : il lui dit : Donnez-moi la liste des qualifications que vous paraît mériter le livre de Bayle.

*Maimbourg* compila toutes les injures qu'il put imaginer ; la Reynie rendit la sentence, la fit crier dans les rues par le crieur public Pasquier, et en fit afficher trois mille exemplaires. Tout le monde, jusqu'au plus petit bourgeois, voulut savoir ce que c'étaient que ces choses si abominables, si scandaleuses, si calomnieuses, contre les prêtres et les moines, etc., etc., et jamais livre ne fut lu par plus de gens, et jamais ridicule ne fut plus répandu que celui du malheureux *Maimbourg*.

Nous observerons, en second lieu, que nous avons une pente naturelle à braver le danger, soit pour

(1) En 1682.

faire montre de bravoure, d'adresse, de puissance, soit par l'instinct qui nous porte à exercer nos forces et notre liberté. Placez une planche étroite sur un fossé, tout le monde veut y passer ; si la planche était large, personne n'y songerait. Défendre un livre, c'est inspirer le désir de le lire et de l'acheter. Par la même raison, nous aimons les opinions hardies, celles qui exposent ceux qui les soutiennent. On est plus tenté de les écrire et plus tenté de les adopter. On se sait bon gré de dire la vérité aux dépens de quelque danger, du moins apparent ; le public aime un auteur qui s'expose pour lui plaire, et l'en croit plus aisément. Dans un pays où les opinions sont libres, comme en Angleterre, on ne fait point de livres hardis ; personne n'en écrit, parce que personne ne les lirait.

3° Il y a toujours, dans tous les pays, un parti qui n'aime point le gouvernement présent. En général les hommes aiment à braver l'autorité ; c'est un sentiment naturel ; aussi la défense est encore propre, sous ce point de vue, à donner de la faveur à des opinions : cela est défendu ou cela est bon, est synonyme pour bien des gens ; on croit exercer une petite vengeance contre ceux qui ont l'autorité, en faisant en secret ce qu'ils défendent.

4° Les hommes aiment à connaître la vérité, à se défaire des préjugés, à se mettre à l'abri de craintes frivoles, à se débarrasser de prétendus devoirs inutiles aux autres comme à nous-mêmes. Ils doivent aimer les livres qui tendent à les en débarrasser. Il ne faut donc pas ajouter à ce penchant l'idée

qu'on craint qu'ils ne s'éclairaient, qu'ils ne voient la vérité, qu'ils ne soient plus dupes. Pour qu'ils gardent ces opinions, il ne faut pas avoir l'air de vouloir les empêcher de s'en débarrasser.

5° Le danger en ce genre n'est pas grand : il n'y en a point proprement à faire imprimer en pays étranger un livre sans nom d'auteur : ainsi, le danger réel n'intimide personne, le danger apparent suffit à la célébrité.

6° Les hommes jugent plus par autorité que par leurs propres lumières. Cependant, il n'y a que les sots, ceux même qui consentent à passer pour tels, qui soient de l'opinion de M. le premier ministre, de M. l'avocat général. Mais qu'une opinion soit crue l'opinion commune des hommes éclairés, il y a de quoi les décider; excepté le petit nombre de sots plus orgueilleux que les autres, et qui ont la prétention bizarre de s'en tenir aux anciennes opinions, pour être singuliers, ou pour briller dans un parti sans défenseurs.

Or, la sévérité contre les penseurs libres, c'est-à-dire contre les gens les plus éclairés, les force à faire une espèce de corps, où les différentes opinions particulières disparaissent. C'est ce qui est arrivé en France. Des fripons s'étant avisés, pour nuire à quelques gens de lettres, de supposer qu'ils faisaient un parti, on les a crus, et alors l'opinion particulière de l'un d'eux a été regardée, par les provinces, par le gros des lecteurs, comme l'opinion commune. Personne ne les a démentis, parce qu'on les a trop méprisés pour daigner entrer avec eux

dans une explication sérieuse, et parce qu'on n'a point voulu dire qu'on n'avait pas une opinion, pour ne pas avoir l'air de la calomnier devant eux, et de la désavouer par faiblesse. La même raison empêche d'en citer ici des exemples, dont les gens les plus puissants, qui regardent les libres penseurs comme leurs ennemis, seraient bien étonnés.

7° Lorsque l'opinion d'un auteur, regardée comme dangereuse, peut l'exposer à quelque péril, au supplice, à l'exil, un homme honnête qui ne partage point cette opinion, n'attaque point le livre du vivant de l'auteur, ne veut pas avoir l'air de se joindre aux persécuteurs. Si on commence une instruction contre le livre, cette délicatesse devient un devoir. Il est des personnes qui croient le livre de l'Esprit dangereux, qui pensent qu'il y aurait un grave inconvénient à le laisser entre les mains de la jeunesse, comme un livre utile qui lui apprendrait ses vrais devoirs et l'empêcherait de se soumettre à des préjugés; eh bien, ce livre eût été combattu dès qu'il parut, par J. J. Rousseau et par d'autres hommes d'un mérite supérieur, si Helvétius n'eût pas été persécuté.

8° Il y a plus : pour le vulgaire, la liberté de penser, la hardiesse, sont un mérite suffisant pour un livre; on le trouve bon; cependant il renferme des erreurs sur d'autres points, il est appuyé sur de faux principes, ou il n'a point de principes fixes, il est plein de contradictions; ces défauts, aucun auteur accrédité ne les relèvera; il respectera le malheur d'un auteur persécuté; il ne voudra point

nuire à la gloire d'un homme qui, aux yeux du public, a fait des sacrifices à la cause commune du genre humain. Le livre qui, s'il eût paru librement, fût peut-être tombé sous la critique, n'essuie que des critiques qui l'honorent, parce que le nom de ceux qui les font est méprisé à juste titre. Vous croyez un livre dangereux, et vous voulez qu'il ne soit critiqué que par des hommes déshonorés ! Vous craignez que l'autorité, le talent de Voltaire, de Montesquieu et de Rousseau, n'entraîne dans des erreurs dangereuses, et vous voulez qu'ils n'aient pour adversaires que des gazetiers jansénistes ou jésuites, des Fréron et des Sabatier !

9° Lorsqu'il n'y a aucun mérite à attaquer certaines opinions reçues, qu'il est permis de les combattre, on ne les attaque que directement, et alors les livres qui les attaquent ne sont lus que par ceux qui s'intéressent à ces opinions. Si, au contraire, la hardiesse est une recommandation pour un ouvrage, tous sont pleins de hardiesse. On attaque les opinions consacrées partout, on quitte son sujet pour les attaquer, et, par conséquent, le moyen qu'on emploie pour empêcher certaines doctrines de se répandre, conduit à placer ces opinions dans tous les livres, dans ceux qui doivent même être lus par les hommes à qui ces opinions sont les plus étrangères, et qui n'en eussent jamais entendu parler, si elles ne se trouvaient que dans les ouvrages dont elles seraient l'objet principal.

10° Des plaisanteries, des sarcasmes peuvent être un bon moyen de détruire dans le peuple des er-

reurs absurdes; nous estimons trop les gouvernements pour croire que leur intention soit de soutenir de telles erreurs. Mais, lorsqu'il s'agit d'objets sérieux, cette manière de les discuter dans des ouvrages courts, légers, de n'exposer sa pensée qu'à demi, en laissant aux lecteurs le soin de tirer les conséquences, au hasard de les outrer, de confondre ce qui doit être distingué, cette manière ne peut réussir que quand la liberté des opinions ne subsiste pas. On ne se permet d'attaquer par le ridicule les opinions sérieuses et importantes, que lorsqu'on les soutient par la violence; les prohibitions ne servent qu'à exposer les opinions protégées, à être combattues ou ébranlées par le ridicule.

11° Lorsque la liberté d'écrire subsiste, comme il y a moins de mérite à dire des choses hardies, on a moins d'intérêt et de gloire à exagérer ses opinions; on en a d'autant moins, qu'alors les lecteurs sont moins portés à pardonner ces écarts. C'est la persécution seule qui fait mettre de la vanité à des opinions.

12° Tout homme en place qui s'irrite contre un ouvrage où il est attaqué, donne une marque ou de petitesse d'esprit ou de lâcheté. Tout gouvernement qui défend d'écrire donne une marque ou de peu de lumières ou de faiblesse. On sent que nous exceptons ici le cas de sédition dont nous avons parlé. Il peut y avoir de la grandeur d'âme à pardonner dans ce cas, comme de la justice à punir.

Si on avait dit au sénat romain qu'il viendrait un temps où les gouvernements qui disposaient de cinquante légions, auraient peur qu'il ne se répandit

trop de copies d'une oraison ou d'un discours, il n'aurait pas compris ce qu'on voulait dire.

13° La loi ayant nécessairement pour objet les vérités contraires aux préjugés reçus, autant que les erreurs contraires aux vérités admises dans la société, elle est toute en faveur des erreurs. En effet, des erreurs sont plus dangereuses quand elles se répandent dans le secret, parce qu'elles sont moins discutées; la vérité gagne à paraître au grand jour avec toutes ses preuves.

14° Des lois pénales sont inutiles pour maintenir la vérité; jamais on ne les a établies pour assurer les vérités physiques dont quelques-unes intéressent le bonheur des hommes. Défend-on, je ne dis pas d'attaquer les vérités spéculatives de la géométrie ou de la physique, mais celles de ces vérités qui sont utiles dans la vie; défend-on, par exemple, d'écrire contre la méthode d'arpenter, contre les principes de l'exploration des mines et des autres arts, contre des faits prouvés en anatomie; de soutenir que l'arsenic n'est pas un poison, que la peste n'est pas contagieuse, que l'inoculation n'est pas utile; de proposer des méthodes absurdes pour la construction des vaisseaux; pour trouver la longitude; de soutenir que des conducteurs électriques sont dangereux? Non, sans doute, et beaucoup de gens profitent de la liberté, et impriment incognito des erreurs qui, si elles étaient adoptées, seraient très-dangereuses. Pourquoi n'a-t-on pas la même tolérance en religion, en politique, en morale? Croit-on que les vérités de ce genre ne sont pas susceptibles de preuves? Est-ce un aveu

tacite que l'on ne croit pas soi-même les opinions qu'on veut conserver?

15° La persécution est un moyen d'intéresser pour ceux qui s'y exposent, et au lieu d'inspirer la haine des fautes, elle inspire le mépris des lois. Toute loi contre la contrebande est dans ce cas; elle fait naître une opposition entre le gouvernement et les citoyens; opposition qui corrompt plus véritablement les mœurs d'une nation, que tous les livres possibles.

16° Les lois accoutument à séparer l'idée du crime de celle de la peine, l'idée de la condamnation de celle de la honte. On peut avouer un fait pour lequel on a été condamné à une peine publique, et conserver son honneur aux yeux des citoyens.

Ce que nous venons de dire suffit pour répondre à l'objection proposée. Nous avons établi que les lois pénales sont un moyen de favoriser plutôt que d'empêcher la propagation des vérités qu'on persécute; un moyen de précipiter plutôt que de retarder la chute des préjugés qu'on protège. Nous nous élevons contre ces lois: 1° parce qu'elles sont injustes en elles-mêmes; et rien de ce qui est injuste n'est utile; 2° parce qu'elles tendent à diminuer la confiance et le respect du public pour le gouvernement; 3° parce qu'elles favorisent l'erreur comme la vérité, et que la liberté est funeste à l'erreur; 4° parce que ce ne sont pas les vérités isolées, mêlées d'erreurs, adoptées par préjugé et par mode, qui sont utiles aux peuples: mais les vérités liées entre elles, précises, adoptées d'après des preuves accompagnées de leurs conséquences pratiques.

## VII.

*Quelles lois, d'après les principes précédents, convient-il d'établir contre les auteurs des livres ?*

Nous avons établi d'abord, que l'auteur d'un livre n'était coupable que lorsque la publication de l'ouvrage était faite par son consentement. L'instruction doit donc commencer par établir ces deux faits : il est l'auteur ; il est auteur de la publication. Le nom de l'auteur à la tête d'un livre, ainsi que le bruit public, n'est qu'un indice, qui ne peut autoriser aucun décret, si ce n'est celui qu'on appelle mal à propos *décret*, et qui n'est qu'une citation, une interrogation que la loi peut faire subir à tout citoyen, sur les faits qui sont du ressort de la loi. L'opinion du juge, qu'un tel homme a des renseignements sur un fait, est suffisante, quels qu'en soient les motifs, pour qu'il le fasse comparaître. Si l'auteur interrogé nie, il ne peut y avoir que deux espèces de preuves : ou la tradition du manuscrit de sa main, ou une preuve testimoniale. C'est aux juges à savoir distinguer s'il résulte de ces preuves, ou que l'individu cité est l'auteur, ou seulement qu'il est possesseur du manuscrit donné à l'impression, au delà duquel on ne remonte point.

La tradition d'un manuscrit à un imprimeur n'est pas plus la publication, que la tradition à un copiste. L'impression n'est pas même le délit ; ce n'est que le crime commencé. L'auteur est coupable de

la publication ou du crime commencé par l'impression, lorsqu'il existe une preuve ou littérale, par un traité avec l'imprimeur, par des lettres, ou bien une preuve testimoniale que le livre a été donné à l'imprimeur par l'auteur, pour être publié ; ou, lorsque le livre est publié, si l'auteur en a lui-même distribué des exemplaires.

Le premier cas est celui d'un homme (les intolérants, du moins, trouveront la comparaison assez sévère) qui a remis à un autre le poison avec lequel le crime a été commis. Est-ce pour empoisonner, est-ce pour une autre intention qu'il a été remis ? Entre les deux accusés, dont l'un allègue et l'autre nie l'intention, il n'est pas toujours facile de démêler la vérité.

Si l'ouvrage a été imprimé dans les pays étrangers, nous distinguerons ces deux espèces de délit : l'un, public, la sédition ; l'autre, particulier, la calomnie, la diffamation, l'injure. Dans ce dernier cas, l'introduction dans le pays est le seul délit ; c'est sur celui-là seul que l'auteur peut être poursuivi devant le tribunal national. S'il y a action pour la publication, les tribunaux étrangers sont les seuls juges. Ainsi, il faut que l'auteur ait été complice de l'introduction, soit par son propre fait, soit par l'intention prouvée. Cependant, si l'auteur n'a pas contribué, il est dans le cas du crime commencé, d'un homme qui a perdu la confiance de la société, puisqu'il a préparé contre elle des armes. Mais observons qu'on ne doit pas condamner sans preuves, et qu'ici elles sont difficiles à se procurer. Nous avons enfin

distingué le cas de sédition *commencée*, où l'auteur, convaincu de la publication simultanée, est coupable; et celui de la sédition *non commencée*, où il faut de plus la preuve qu'il a influé sur ce trouble; c'est-à-dire, que la publication s'est étendue dans le lieu de la sédition. Dans ce cas, la loi a droit de prononcer la peine qui est portée contre ceux qui excitent à la sédition, sans y participer par leur présence. Cette peine doit se trouver dans un code pénal bien fait. Dans tout autre cas, l'auteur ne peut être regardé comme coupable de délit, mais du crime commencé ou du crime manqué. Nous avons déjà défini ces expressions. Alors la société n'a pas le droit de punir, mais celui de se soustraire au mal, de se défendre. Dans ce cas, la loi peut prononcer la perte de la liberté pour un temps limité, c'est-à-dire, pour le temps où le trouble est à craindre, et l'exclusion, soit de la patrie, soit de la province où le trouble a été excité, si ce trouble a eu une occasion particulière. Nous avons dit que dans le crime manqué, la société avait le droit de priver un particulier de tous ses droits; mais comme ce ne peut être qu'autant que la perte de ces droits est une précaution nécessaire, nous ne croyons pas qu'il faille l'étendre ici au delà de la perte de la liberté.

Passons maintenant au crime de calomnie. Lorsqu'elle a pour objet un crime punissable selon les lois, une calomnie imprimée doit être regardée comme une véritable dénonciation dans les pays où il y a une partie publique; ainsi la peine doit être la même que pour une dénonciation calomnieuse,

qui doit se régler sur la peine à laquelle on a exposé l'innocent accusé. Si l'accusation ne porte pas sur un délit punissable par les lois, alors, en supposant toujours l'accusation grave, et la calomnie prouvée, comme la suite du crime est, pour un autre homme, la perte de l'honneur, c'est la perte de l'honneur qui doit être la base de la punition; dans tous les cas où l'accusation emporte infamie, il doit y avoir une infamie publique, telle que le pilori; ce qui autorise la perte de la liberté, en vertu du droit de précaution qu'a la société.

Si l'accusation ne porte pas infamie pour la personne qui en est l'objet, alors il ne faut prononcer que des réparations civiles, et déclarer l'accusation fautive, ce qui suffit à l'honneur de l'accusé, sans la déclarer calomnieuse; car la prononciation de calomnie par le juge emporte l'infamie, et il y a du danger de laisser libre dans la société, tout homme convaincu d'un délit qui porte infamie.

Il y a des cas où, comme dans certaines accusations qui ont les mœurs pour objet, la loi ne doit pas permettre d'instruction, comme celui d'adultère, ou de ces goûts dépravés et dégoûtants, qu'il est aussi atroce de punir comme des crimes, qu'il peut être honteux de s'y livrer. Dans ce cas, il paraît difficile de prononcer. En effet, il est utile au public que l'opinion punisse ce genre de fautes; il est juste que celui qui en a eu connaissance puisse n'être pas compromis en parlant. Nous faisons ici une distinction qui est nécessaire. En effet, si, par des motifs, quels qu'ils soient, il n'y a point de peine prononcée

contre un délit, soit à raison de son peu de gravité, soit à cause de l'impossibilité de la preuve légale, et des inconvénients qu'entraîneraient l'instruction ou la punition, celui qui l'a commis n'est pas moins coupable; ainsi la société a le droit de prendre des précautions contre lui. Si donc il est convaincu juridiquement d'une action qui emporte l'infamie, la société a le droit de le priver de la liberté pour sa sûreté. Mais si l'opinion publique a jugé à propos d'attacher de l'infamie à des actions qui ne sont pas des crimes, comme à présent, en Europe, ne pas vouloir se battre, faire le métier de courtisane, autrefois jouer la comédie, être excommunié, alors la société n'a aucun droit sur la liberté des personnes qui seraient convaincues de ces actions. Si leur liberté est nuisible, c'est l'opinion qui la rend telle. Les personnes qui peuvent craindre de souffrir des mauvaises actions où se portent ceux que le préjugé a privés d'honneur, ne sont exposées qu'aux conséquences de leurs préjugés, dont la société n'est pas obligée de les garantir.

Mais comme il n'est jamais utile de publier cette opinion, ni par l'impression, ni par des copies multipliées, ni par des chansons; et que cette liberté est du nombre de celles dont le citoyen peut devoir le sacrifice à l'utilité publique, parce qu'il n'a pas un véritable droit de faire à autrui un mal dont il ne tire lui-même aucun profit, alors, dès que l'accusation est prouvée, la société peut condamner l'accusateur à des réparations. Les réparations ne peuvent être qu'une somme d'argent, ou un éloigne-

ment du domicile de la personne insultée, à quelque distance.

Quant au crime de diffamation, nous l'avons distingué en deux classes : l'une, lorsque l'accusation fautive et calomnieuse porte sur un délit qui est punissable selon la loi; la seconde, lorsqu'il a pour objet un délit que les lois n'ont pas cru devoir punir comme action déshonorante. Dans tous les cas, il y a délit; on a fait à un autre un mal qu'on n'avait pas droit de lui faire. Mais il faut observer, 1° que, dans le premier cas, l'intérêt de la société est de se borner à la réparation du tort par la publication de l'innocence de l'accusé et des dommages à prononcer. En effet, quoique la loi ait établi une forme d'accusation juridique, et qu'ainsi elle puisse regarder toute accusation publique par une autre voie comme inutile, cependant il est bon que les citoyens aient le droit d'avertir hautement la puissance publique, afin que des intérêts particuliers ne l'empêchent point d'agir.

Nous avons vu ci-dessus quelle était la législation pour la diffamation, lorsqu'elle a pour objet une action dont la loi n'admet pas l'instruction. Quant aux actions déshonorantes, et qui portent infamie pour l'accusé, si le fait était prouvé faux, il serait juste de joindre aux réparations l'exclusion du pays pour un temps. Nous disons absence, et non bannissement, par la raison que le mot bannissement emporte l'infamie, et qu'un homme convaincu d'une accusation fautive et non calomnieuse, ne doit pas être regardé comme infâme. Or, tout homme que la loi

déclare (non pas infâme, ce qui est absurde), mais atteint d'un crime qui se trouve porter infamie dans l'opinion, ne peut être condamné à l'absence. En effet, l'humanité, la justice, ne permettent pas d'envoyer dans un pays étranger un homme qui est convaincu d'un délit qui porte infamie, c'est-à-dire, d'un délit tel, que celui qui l'a commis a perdu ses droits à la confiance des autres hommes; l'humanité, la justice, dis-je, ne permettent pas d'envoyer un tel homme chez ses voisins. Mais un homme qui a commis un délit, qui n'a pas mérité la perte de cette confiance, peut être puni par l'absence; n'étant pas infâme dans l'opinion, il peut remplir un état dans la société, sans être réduit, pour subsister, sans être engagé, parce qu'il n'a plus rien à perdre du côté de l'opinion, à se livrer à des habitudes nuisibles à la société au sein de laquelle il a cherché une retraite.

L'injure, lorsqu'elle n'est pas soutenue ou qu'elle n'est appuyée que sur des faits frivoles et peu importants, ne doit être punie que par la déclaration que l'imputation est injurieuse et téméraire, et par des réparations civiles dans lesquelles l'absence du domicile doit être comprise. On peut aussi, pour la diffamation comme pour l'injure, prononcer une prison à temps qui ne soit pas infamante, non comme peine, mais comme correction, et comme précaution.

Au reste, dans aucun cas, on ne doit ordonner à celui qui est convaincu d'injure, de diffamation, de calomnie, de se rétracter. 1° Parce que dans aucun cas la loi ne peut ordonner ni de croire ni de faire semblant de croire: l'un est absurde, l'autre serait

ordonner le crime. 2° Parce que l'homme convaincu de ces délits ne mérite pas qu'on attache un grand prix à son opinion personnelle. Seulement, on peut regarder cette déclaration faite volontairement comme une partie de la réparation civile, et la rendre moins forte; par exemple, dans ce cas, on peut remettre l'absence.

Nous observerons maintenant que l'on doit spécifier par une loi les actions dont l'imputation particulière ou la qualification doivent donner lieu à une action; qu'il faut spécifier pour chaque espèce la peine que doit mériter la calomnie, la diffamation, l'injure; le point au delà duquel les réparations civiles en argent seront portées pour chaque espèce, suivant les différentes formes; et lorsque la loi est obligée de laisser quelque vague, soit pour le temps, soit pour l'espèce de peine, soit pour la somme de la réparation, il faut fixer un terme au-dessus et au-dessous duquel les juges ne pourraient aller.

On peut demander si, pour qu'il y ait calomnie, diffamation ou injure, il est nécessaire que celui qui est attaqué soit nommé. Pour résoudre cette question, il faut observer que le nom d'un homme est un attribut qui le distingue de tout autre individu. Ainsi, toute indication applicable à un seul individu, constitue le même délit que si le nom était prononcé. Il suffit donc qu'il y ait une indication individuelle précise. Lorsque cette indication individuelle a été articulée par l'accusé, s'il nie qu'elle soit telle, c'est à lui à prouver qu'elle ne l'est pas; mais si l'énon-

ciation n'est pas individuelle, c'est à l'accusateur, à la partie publique, à faire la preuve.

*Des imprimeurs, marchands et distributeurs.*

Le véritable délit étant la distribution du livre, il paraît que la punition devrait tomber d'abord sur les distributeurs, ensuite sur l'imprimeur. Mais il faut observer que les distributeurs sont des marchands qui se chargent souvent du débit d'un ouvrage qu'ils n'ont pas lu, ou dans lequel ils n'auraient pas été en état de découvrir ce qu'il contenait de contraire à l'ordre public. Il serait donc injuste de les punir comme convaincus du délit, dès lors qu'ils le sont de la distribution, à moins que le titre de l'ouvrage ne suffise pour leur ôter toute défiance. Il faut donc, après les avoir convaincus de la distribution de l'ouvrage, qu'ils soient convaincus d'en avoir connu le danger; comme, par exemple, si la distribution était postérieure à la déclaration publique que l'ouvrage renferme un délit. Il en est de même des imprimeurs: quoiqu'ils ne puissent dire qu'ils n'ont pas lu le livre, et qu'ainsi il n'y ait pas besoin de preuves contre eux, il y a toujours à examiner s'il est possible qu'ils n'aient pas aperçu le délit. Ceci peut avoir lieu pour les libelles mêmes, autant que pour les livres séditieux. La calomnie, l'injure, l'excitation à la révolte, peuvent être très-claires dans l'esprit de l'auteur, et rester inintelligibles pour un imprimeur.

Quant aux autres distributeurs, si ce sont des

commissionnaires, ils sont innocents; si ce sont d'autres personnes, le fait de la distribution suffit pour la conviction, en observant que, pour ce délit comme pour tout autre, l'accusé peut faire la preuve de son innocence.

Car il faut soigneusement distinguer ces deux cas dans l'instruction: celui où l'homme étant convaincu d'une action matérielle, il faut prouver que l'action est criminelle, et celui où l'accusé doit être obligé de prouver qu'elle ne l'est pas. Par exemple, un homme entre avec une clef dans une maison fermée, y prend une cassette, l'emporte. Il est clair que cet homme doit être censé convaincu de vol, à moins qu'il ne prouve que cette clef lui a été confiée par le propriétaire de la cassette. Un homme dans un incendie se saisit d'effets et les transporte chez lui; il ne doit être aussi convaincu de vol, que lorsqu'il est prouvé que son intention n'était pas de les mettre en sûreté pour le propriétaire.

DE LA POLICE DES LIVRES.

*Des défenses de lire ou de garder chez soi certains livres.*

La barbarie des lois d'intolérance établies chez la plupart des nations de l'Europe, et qu'une faiblesse inexplicable pour les clergés des différentes communions chrétiennes a empêché de révoquer, cette barbarie a obligé les gouvernements de la plupart des pays civilisés, de n'agir juridiquement que dans

des cas très-rares, contre les auteurs des livres qu'ils croient contraires à l'ordre public, et à se contenter d'une action de police.

Par ce moyen, en assujettissant les livres à une censure, en saisissant les livres qui se sont soustraits à cette formalité, en punissant soit par amendes, soit par une prison arbitraire, les distributeurs de ces livres, on espère en prévenir les dangers.

On doit examiner ces moyens dans leurs rapports avec la justice, avec l'utilité publique, avec l'accomplissement du but qu'on se propose. Quant à la justice, on ne peut nier que la prohibition qui a pour objet de m'obliger à ne lire que les livres qu'un censeur royal veut bien me permettre de lire, est contraire à mes droits comme homme et comme citoyen. La confiscation des livres qui ont été soustraits à cette formalité est une suite nécessaire de la loi. Quant aux amendes, aux punitions, si la loi est juste, elles le sont également. La censure est encore injuste sous un autre point de vue : si elle ne met pas à l'abri des rigueurs des lois, elle n'est qu'une rigueur de plus, ajoutée à leur injustice ; elle introduit la partialité, l'acception de personnes, dans l'exécution des lois. Une loi injuste et cruelle est un grand mal ; mais s'il existe un pouvoir qui soumette ou exempte de la loi qui il veut, la loi devient plus injuste encore, plus funeste à la nation, quoiqu'elle produise moins de maux particuliers.

Ces lois sont également mauvaises en considérant l'intérêt public. Que demande l'utilité publique ? Que les hommes acquièrent des lumières. Or, qu'y

a-t-il de plus contraire aux lumières que la censure des livres ? L'esprit perd de sa force en perdant de sa liberté. On ne pense qu'à demi, quand on est obligé de songer à la nécessité de n'exprimer que ce qu'un censeur doit approuver. Au lieu de chercher à expliquer clairement ce qu'on pense, on songe à le faire entendre avec finesse. Au lieu de rassembler ses idées dans de grands ouvrages médités avec soin, écrits avec méthode, on les répand dans des brochures qu'il est plus aisé de soustraire à la censure.

Les censeurs à qui il ne revient pas de gloire pour avoir approuvé, et qui peuvent craindre des tracasseries, pencheront nécessairement vers la pédanterie ; plus un homme aura de célébrité méritée, plus il sera soumis à une censure sévère, parce qu'on sait que son ouvrage fera plus de bruit.

A chaque variation dans le ministère, les opinions contraires seront proscrites, de manière que pendant quelques années on n'aura pas les livres d'une opinion, et pendant les années suivantes ceux de l'opinion contraire. Enfin tous les bons esprits, dégoûtés de ces embarras, ou choisiront des occupations frivoles, comme la poésie, l'éloquence, la littérature, ou se livreront aux sciences physiques et mathématiques prises dans la théorie seule. L'influence de cette censure s'étend même sur les sciences, et il y a une foule de questions importantes qu'elle empêche de traiter. Depuis la renaissance des lettres on citerait difficilement un grand homme, même dans les sciences, qui n'ait été ou persécuté, ou soutenu par la protection immédiate d'un souverain.

Le gouvernement lui-même ne s'éclairera point; car il ne peut être éclairé que par les livres. En général, les gens qui gouvernent ont encore plus de préjugés que de vices, et font plus de mal par ignorance que par méchanceté; la crainte des ouvrages où les prétextes de ceux qui voudraient faire le mal seraient combattus, suffit souvent pour les arrêter. C'est aux livres que la France a dû le changement de son régime sur la liberté des subsistances, changement qui, quoique imparfait, a tant influé sur les progrès de l'agriculture.

Une monarchie modérée, gouvernée aussi bien que la monarchie française l'est depuis un demi-siècle, est une chose dont l'existence serait impossible, si l'imprimerie n'existait pas; si même, par des moyens qui échappent à la censure, la presse n'y jouissait d'une certaine liberté.

Cette censure, en augmentant le prix des livres, les met hors de la portée d'un grand nombre d'hommes, et empêche les lumières de se répandre. En France, par exemple, elle est encore la cause de la perte d'une branche de commerce considérable. Les libraires étrangers s'enrichissent en réimprimant les livres français, en imprimant les premiers ceux que la censure proscriit.

Enfin, cette censure est rarement impartiale: toute classe d'écrivains qui a déplu au gouvernement, est impunément calomniée et perd la liberté de se défendre; en général, ce sont les hommes courageux qui préfèrent la liberté à la faveur, qui deviennent l'objet de cette haine. Rien n'avilit plus un

gouvernement que cette manière d'abandonner des hommes qu'il estime et qu'il hait, à des brouillons qu'il paye et qu'il méprise.

Enfin, ces précautions ne remplissent point le but qu'on se propose. On sait quel énorme nombre d'exemplaires de livres les plus défendus en France, y sont répandus dans la capitale et dans les provinces. Tout ce qu'on appelle police dans tout tribunal qui emploie des agents secrets, est facile à corrompre, l'argent étant le seul dédommagement du déshonneur attaché à ces fonctions.

D'ailleurs, il ne s'agit, pour éviter les saisies, que de changer la forme des livres; une brochure ne peut être arrêtée, quelque précaution qu'on prenne. La cherté du prix dédommage du risque auquel on s'expose; une édition saisie par hasard est remplacée par une autre; les spéculations de commerce coûtent si peu d'avances qu'elles se multiplient. Les éditions saisies sont répandues par les saisissants mêmes. Enfin tout a son prix: l'intérêt d'empêcher un livre de se répandre, a une certaine proportion avec la dépense qu'il faudrait faire pour réussir.

Par ces prohibitions, le gouvernement perd plusieurs avantages. 1° Celui de connaître l'opinion publique, l'opinion des hommes à préjugés, celle des hommes éclairés; de juger du mouvement qu'ils excitent dans les esprits, de l'étendue ou de l'activité d'une cabale, bien plus sûrement que par des rapports d'espions, que par des ouvertures de lettres, qui obligent de s'en rapporter à des gens qu'on méprise.

2<sup>o</sup> Celui de sonder les dispositions de la nation, sur des changements qu'on peut avoir en vue; celui de préparer les esprits à ces changements, de dissiper ou du moins d'ébranler les préjugés qui s'y opposent.

Du moment où la censure est établie, le gouvernement se rend responsable de tout ce qui s'imprime : ou il se rend l'esclave des préjugés de tous les corps puissants, de ceux même qui sont ses ennemis, si la censure rejette tout ce qui peut leur déplaire; ou il se déclare leur ennemi, si la censure montre de la tolérance.

Enfin, une censure sévère détruirait toutes les lumières, toute activité dans les esprits, tout établissement de librairie. Une censure relâchée est inutile: elle aurait seulement en partie les avantages de la liberté; plus elle en approcherait, plus elle serait inutile.

*Des privilèges de la propriété littéraire.*

Nous avons cru devoir terminer cet ouvrage par quelques réflexions sur la propriété littéraire. Un homme a-t-il le droit d'empêcher un autre homme d'écrire les mêmes choses que lui-même a écrites le premier? Telle est la question à résoudre. En effet, on sent qu'il ne peut y avoir aucun rapport entre la propriété d'un ouvrage et celle d'un champ, qui ne peut être cultivé que par un homme; d'un meuble qui ne peut servir qu'à un homme, et dont, par conséquent, la propriété exclusive est fondée sur la nature de la chose. Ainsi ce n'est point ici une pro-

priété dérivée de l'ordre naturel, et défendue par la force sociale; c'est une propriété fondée par la société même. Ce n'est pas un véritable droit, c'est un privilège, comme ces jouissances exclusives de tout ce qui peut être enlevé au possesseur unique sans violence.

Tout privilège est donc une gêne imposée à la liberté, une restriction mise aux droits des autres citoyens; dans ce genre il est nuisible non-seulement aux droits des autres qui veulent copier, mais aux droits de tous ceux qui veulent avoir des copies, et pour qui ce qui en augmente le prix est une injustice. L'intérêt public exige-t-il que les hommes fassent ce sacrifice? Telle est la question qu'il faut examiner; en d'autres termes, les privilèges sont-ils nécessaires, utiles ou nuisibles au progrès des lumières?

Quand bien même il n'existerait pas de privilèges en librairie, Bacon n'en eût pas moins enseigné la route de la vérité dans les sciences; Képler, Galilée, Huyghens, Descartes, n'en eussent pas moins fait leurs découvertes; Newton n'en eût pas moins trouvé le système du monde; M. D'Alembert n'en eût pas moins résolu le problème de la précession des équinoxes.

Les découvertes de la circulation du sang, de l'irritabilité; les recherches heureuses des Stahl, des Bergman, des Scheele, des Priestley, ne sont pas le fruit des privilèges en librairie. Dans d'autres genres, les ouvrages qui ont le plus contribué au progrès des lumières, l'Encyclopédie, les œuvres de

Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, n'ont pas joui des avantages du privilège.

Un homme de génie ne fait pas de livres pour de l'argent; mais s'il n'est pas riche et que ses livres ne lui rapportent rien, il sera obligé d'avoir une occupation pour vivre, et le public y perdra.

Mais le privilège n'est pas nécessaire pour cet objet. Une souscription peut en remplacer, et au delà, tous les avantages. D'ailleurs, l'édition originale faite sous les yeux de l'auteur sera toujours préférée, non-seulement à prix égal, mais avec une différence de prix suffisante pour l'auteur. Elle aura, avec l'avantage de l'exactitude, celui de la primauté. Les contrefaçons ne sont communes que par le prix exorbitant des éditions originales, prix qui lui-même est l'ouvrage des privilèges.

Un livre dont la circulation sera libre et qui ne se vendra pas un tiers au-dessus de son prix, ne sera presque jamais contrefait. La liberté en ce genre, comme en tout autre, a pour effet de ramener toute chose à son prix naturel, et chacun à son droit naturel.

Une autre observation qu'il faut faire encore, c'est que les privilèges n'ont lieu nécessairement que pour des objets frivoles, à moins qu'on ne les porte à un degré où ils deviennent ridicules, et où personne n'ose les défendre.

En effet, supposons un livre utile; c'est par les vérités qu'on y trouve qu'il est utile. Or, le privilège accordé à l'auteur ne s'étend pas jusqu'à empêcher un autre homme d'exposer les mêmes vérités, d'en

perfectionner l'ordre, les preuves, d'en étendre les développements, les conséquences. L'auteur de ce livre utile n'aura donc pas réellement de privilège.

C'est donc uniquement pour les expressions, pour les phrases, que les privilèges existent. Ce n'est pas pour les choses, les idées; c'est pour les mots, pour le nom de l'auteur. Ainsi leur objet n'est pas de conserver à un inventeur le prix des découvertes utiles qu'il a faites, mais de le mettre à portée de vendre plus chèrement les tournures agréables qu'il a imaginées.

Je puis, tant qu'il me plaira, faire imprimer une solution du problème de la précession des équinoxes, exposer un principe général de mécanique, etc., etc. L'auteur de ces découvertes utiles et grandes n'a rien à me dire: la gloire lui restera. Mais si je m'avise d'imprimer un épithalame, sans l'aveu de l'auteur, j'aurai commis un délit.

Enfin les privilèges ont en ce genre, comme en tout autre, les inconvénients de diminuer l'activité, de la concentrer dans un petit nombre de mains, de la charger d'un impôt considérable, de rendre les manufactures du pays inférieures aux manufactures étrangères.

Ils ne sont donc ni nécessaires, ni même utiles, et nous avons vu qu'ils étaient injustes.

#### *Conclusion.*

Telles sont nos idées sur une partie de la législation plus importante qu'on ne le croit communément.

ment. Le bonheur des hommes dépend en partie de leurs lumières, et le progrès des lumières dépend en partie de la législation de l'imprimerie. Cette législation n'eût-elle aucune influence sur la découverte des vérités utiles, elle en a une prodigieuse sur la manière dont les vérités se répandent. Elle est une des inévitables causes de la différence qui existe entre les opinions des hommes éclairés, celles du public et les opinions des gens qui remplissent des places. Toutes les opinions hardies ont été dites et répétées il y a longtemps; on n'en citera pas une qui n'ait été avancée dans des auteurs du dix-septième siècle, et renouvelée de nos jours : la plupart des vérités utiles sont méconnues.

L'histoire des lois de rigueur contre les livres, suffirait seule pour en dégouter.

Le premier homme persécuté pour un ouvrage regardé comme irréligieux, fut Aristote. C'est Tibère qui le premier persécuta un historien et fit brûler ses ouvrages. Ce n'était pas une flétrissure qu'il voulait imprimer, c'était l'ouvrage même qu'il voulait détruire. On pouvait l'espérer avant l'invention de l'imprimerie : à présent cette brûlure n'est qu'une cérémonie qu'on a conservée par habitude, quoiqu'il soit aussi dans l'habitude de s'en moquer depuis deux siècles.

Ce fut François I<sup>er</sup> qui établit la censure en France, dans un temps où ses maîtresses ne l'avaient pas encore raffermi dans la véritable religion. Ennuyé des cris de la Sorbonne contre plusieurs gens de lettres qu'il aimait et qu'on accusait de luthéria-

nisme, il défendit aux docteurs de rien imprimer sans permission, assignant pour motif le trouble que leurs livres fanatiques pouvaient causer dans l'État. C'est donc contre les théologiens que la censure a été établie.

On verrait : les pays d'inquisition plongés dans l'ignorance de toutes les sciences, n'ayant que des arts grossiers, ineptes dans l'art de la guerre et de la marine, comme dans la politique et le commerce; on verrait que peu de temps avant l'invention de l'imprimerie, dans l'Italie même, à qui le reste de l'Europe doit ses lumières, les sciences trouvaient à peine un asile à Florence, à Venise, à Milan; on verrait Galilée contraint à demander pardon d'avoir découvert, ou démontré de grandes vérités; des volumes entiers renfermant le catalogue des livres que le pape défend de lire, et tous les bons livres, tous ceux surtout où les droits des hommes et ceux des souverains sont établis, placés dans cette liste; on verrait Descartes quittant sa patrie pour échapper à la persécution des prêtres; obligé de fuir encore pour éviter la persécution des ministres protestants, et d'aller chercher le repos dans le palais de Christine; Bayle, contraint de quitter son pays, parce qu'il ne croyait pas au pape, et réduit à la misère en Hollande pour avoir loué les papes; Fontenelle menacé de la persécution s'il osait répondre à un jésuite, et ne pas lui accorder que Dieu, pour mieux tromper les hommes, a concédé au diable le don d'être prophète; Gianone terminant dans l'exil une vie consacrée à défendre les droits de son

pays; Rousseau décrété à Paris et à Genève pour un livre imprimé en Hollande; Montesquieu obligé de faire imprimer l'Esprit des lois hors de son pays; Voltaire trouvant à peine la sûreté dans son âge et dans sa gloire, obtenir avec difficulté un asile aux extrémités de la France; le marquis de Mirabeau privé de sa liberté pour avoir parlé avec trop peu de respect de la gabelle, de l'impôt sur le trop bu; un citoyen exilé pour avoir osé manifester une opinion hérétique sur la liberté du commerce des bœufs; l'auteur de la Philosophie de la nature essayant un procès criminel pour avoir prêché Dieu et la morale, d'un style inconnu dans les greniers des convulsionnaires; l'auteur de l'Histoire philosophique du commerce (1) décrété, sans même qu'on eût daigné s'assurer s'il était coupable. En un mot, si on en excepte quelques poètes, qui n'ont été que poètes, on ne trouverait point, dans les pays où la presse n'est pas libre, un seul homme célèbre qui n'eût essuyé quelque persécution.

(1) Raynal.

---

## MÉMOIRE

SUR LE

## CANAL DE PICARDIE.

1780.